

Après des mois d'attente et de report, le neuvième Congrès panafricain de Lomé va enfin s'ouvrir du 8 au 12 décembre 2025 à Lomé, la capitale togolaise. Cette victoire diplomatique au service de l'avenir du continent africain est due à l'engagement panafricain sans faille du président du Conseil Faure Gnassingbé.



Vers une meilleure prise en compte des besoins du secteur privé dans les réformes

PAGE 5

A photograph of a busy port area. In the foreground, there are stacks of colorful shipping containers in shades of red, yellow, and blue. Behind the containers, several large gantry cranes are visible, used for loading and unloading cargo from ships. The background shows a body of water and some distant structures under a clear sky.

Les deux secteurs qui positionnent le Togo comme hub logistique

PAGES 6&7

Les jeunes togolais se distinguent dans la cybersécurité

PAGE 11

Faure Gnassingbé, un médiateur chevronné mandaté par la Cédéao

PAGE 4

Togo : le gouvernement renforce les capacités des communes pour valoriser leur patrimoine culturel et touristique

Ce vendredi 28 novembre à Lomé, le ministère de la Culture a réuni les points focaux communaux pour une session de renforcement des capacités visant à améliorer l'identification et la valorisation du patrimoine culturel local. Portée par le ministère de la Culture, cette session de renforcement des capacités s'inscrit dans la stratégie nationale de marketing territorial. Objectif : donner aux acteurs locaux les outils pour « identifier, protéger et valoriser les atouts culturels » qui sommeillent dans leurs quartiers et villages.

Les échanges ont ouvert des pistes très concrètes. Préserver les sonorités qui témoignent de l'histoire. Créer des espaces où « le sport et la culture s'entremêlent ». Dynamiser les initiatives créatives déjà présentes sur les territoires.

Pour le ministre Isaac Tchiakpe, le message est clair : « La culture est un élément fondamental de la vie de l'Homme et un vecteur puissant de développement ». Une ambition qui vise à bâtir une offre culturelle forte, capable de renforcer l'attractivité des communes et de contribuer davantage à une industrie qui pèse déjà 8 % du PIB.

« Le gouvernail est bien tenu », selon Mawussi Djossou Sémondji

Il y a quelques jours, les députés togolais ont entamé l'examen en Commission du projet de loi des finances exercice 2026.



 SOMMAIRE	Cartes prépayées ou adossées à un compte Comprendre la différence dans un marché de 8 millions d'utilisateurs  P 5	Guinée-Bissau/Coup d'Etat Coup d'Etat ou un subterfuge politique ? Les faux-semblants d'un pouvoir qui se recycle  P 5	CAN Maroc 2025 Le Togo s'affirme par l'arbitrage  P 10
--	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Découvrir l'impact du FNFI dans la vie de Mme Apolé Zékpa

Ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI met sous les feux de la rampe les témoignages de Madame Zékpa Apolé, bénéficiaire du produit d'Accompagnement Spécial du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Notre bénéficiaire a pu renforcer son activité de vente de fruits et d'amuses bouches. Et depuis lors, elle renforce progressivement son autonomie.

Lomé, quartier Ségbé. C'est ici dans ce quartier périphérique de la ville de Lomé, que madame ZEKPA Apolé, la quarantaine vit avec sa famille depuis de nombreuses années.

Voulant à tout prix exercer une activité génératrice de revenus qui puisse lui permettre de se prendre en charge et par ricochet prendre en charge les besoins de sa famille, notre interlocutrice obtient depuis 2017 successivement les 4 cycles du crédit "Accès des Pauvres aux Services Financiers " (APSEF) du FNFI, crédit qui lui permet de démarrer la commercialisation à petite échelle de fruits, les mangues et les oranges notamment. Voyant que son activité prend de l'ampleur et ne pouvant plus contenir les demandes sans cesse croissantes de ses clients devenus nombreux au fil du temps, dame Apolé retourne voir son Institution

de Microfinance, PADES pour lui expliquer son désir de passer à échelle son activité.

" Comme je voulais à tout prix consolider mon activité, les bénéfices que j'avais personnellement dégagés ne pouvait pas me permettre de réaliser mon rêve. C'est justement lors de nos échanges avec mon agent de crédit que j'ai été informé justement de la possibilité pour moi de bénéficier du Produit d'Accompagnement Spécial qui était justement destiné aux bénéficiaires en fin de cycle de APSEF et AGRISEF. Comme personnellement, j'avais bénéficié dans le passé des 4 cycles de APSEF et que j'étais en règle dans les remboursements, je n'ai pas mis très longtemps avant de bénéficier d'un crédit supplémentaire de 100.000FCFA. Ce crédit comme vous le voyez, m'a permis notamment de renforcer mon activité

de commercialisation de mangues, j'en vends en grande quantité actuellement.

des petites bricoles, communément appelées amuse bouches ainsi que la vente des bananes plantins

commerce exactement comme je le souhaitais. Et depuis c'est avec grand sentiment de satisfaction



Zékpa Apolé

A ce commerce de plus grande échelle, j'y ai également ajouté la vente

et même les tournesols. Je suis parvenu donc grâce au soutien du FNFI à bâtir mon

que je me lève jour après jour pour exercer mon activité."

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire





fnfi
Fonds National de la Finance Inclusive

	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG .LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Luc Biova Rachid Zakari Responsable administrative, financière et commerciale: AMAH Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	---	---	---	--

9ème Congrès panafricain

Fruit d’un solide engagement panafricain du président du Conseil

Après des mois d’attente et de report, le neuvième Congrès panafricain de Lomé va enfin s’ouvrir du 8 au 12 décembre 2025 à Lomé, la capitale togolaise. Cette victoire diplomatique au service de l’avenir du continent africain est due à l’engagement panafricain sans faille du président du Conseil Faure Gnassingbé.

Le thème du neuvième Congrès panafricain est : « Renouveau du panafricanisme et rôle de l’Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : Mobiliser les ressources et se réinventer pour agir ».

Pour rappel, le 10 février 2020, lors de la 33ème session ordinaire de la conférence des chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union africaine (UA), le professeur Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l’Intégration africaine, et des Togolais de l’extérieur, a, au nom du Togo, fait une communication portant sur l’impérieuse nécessité de décréter la période 2020-2030 comme « Décennie des racines et des diasporas africaines ».

Le Togo a ensuite soumis une note conceptuelle sur la Décennie. Celle-ci cadrerait bien avec le thème de l’année 2021 de l’Union africaine : « Les arts, la culture et le patrimoine : leviers pour l’édification d’une Afrique intégrée, prospère et en paix dans le contexte des défis multisectoriels ».

Plus tard, lors du sommet des chefs d’Etat et de gouvernement des 6 et 7 février 2021, la Décennie 2021-2031 a été décrétée « Décennie des racines africaines et de la diaspora africaine » (Décision Assembly/AU/Dec.807(XXXIV).

Cette décision vise, pour le Togo, en collaboration avec la Commission de l’UA, à mettre en place une plateforme et des outils de préparation, de promotion, d’accompagnement des projets, des initiatives et des événements portant sur les racines et les diasporas africaines durant la décennie 2021-2031.

Il s’agit, à travers les différents projets et programmes, de participer au renforcement des contributions des diasporas et des Afrodescendants au développement durable du continent prescrit par l’Agenda 2063 de l’Union africaine. Le Congrès panafricain de Lomé prévu dans quelques jours, réunira des participants africains, ceux de la diaspora et les Afrodescendants.

Il s’inscrit dans le cadre de la Décennie 2021-2031 qui reste un outil institutionnel et panafricain pour valoriser et mobiliser les contributions et les talents des diasporas et des Afrodescendants au service du développement et d’un panafricanisme réinventé.

Lors de la 36ème session de la conférence des chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union africaine des 18 et 19 février 2023, le Togo a présenté, au titre de la Décennie, un rapport d’étape sur les activités et les perspectives de la mise en place du Haut Comité en charge de l’agenda de la « Décennie (2021-2031) des racines africaines et de la diaspora africaine » conformément à la Décision Assembly/AU/Dec.807 (XXXIV) du sommet de l’UA du 7 février 2021.

Le projet de 9ème Congrès panafricain de Lomé a fait l’objet de la décision de la conférence des chefs d’Etat et de gouvernement de l’UA : Assembly/AU/Dec.848 (XXXVI) adoptée lors du 36ème sommet de l’UA des 18 et 19 février 2023, puis de la décision : Assembly/AU/Dec.913 (XXXVIII) adoptée lors du 38ème sommet de l’UA des 15 et 16 février 2025.

Le Congrès de Lomé à travers la continuité historique des congrès panafricains

La première conférence panafricaine s’est tenue en 1900 à Londres. Après cet événement historique, le premier Congrès panafricain a été organisé en 1919 à Paris, exaltant les idéaux de

dignité, de liberté et de développement humain. Les sept éditions suivantes du Congrès panafricain ont été portées par des participants issus de la diaspora et de l’Afrique.

Le Congrès panafricain de Lomé en 2025 s’inscrit dans cette continuité historique tout en se

la région diaspora, jusqu’à l’apothéose à Lomé en 2025.

Les six conférences régionales préparatoires ou précongrès régionaux qui ont été décidées par le Haut Comité en charge de la Décennie ont eu lieu dans les régions Afrique du Nord, Afrique Australe,

continent (la diaspora et les afrodescendants) de s’interroger sur la question de leur devenir humain, politique, culturel, social et sociétal, dans un monde de plus en plus instable, en panne de responsabilité collective et de gouvernance concertée impliquant l’Afrique.



Le président du Conseil Faure Gnassingbé (Image trouvée en ligne le 30 novembre 2025)

préoccupant des questions cruciales communes et des enjeux actuels de représentativité du continent dans les sphères de décisions (gouvernance mondiale) tout en intégrant plus fortement les Afrodescendants qui aspirent à se reconnecter avec leurs identités et racines africaines.

Le Congrès panafricain de Lomé sera le 4ème Congrès à se tenir sur le continent après le 6ème Congrès de Dar-es-Salam en Tanzanie, le 7ème de Kampala en Ouganda et le 8ème de Johannesburg en Afrique du Sud.

Coorganisé par la République togolaise et l’Union africaine, le 9ème Congrès panafricain de Lomé s’inscrit dans le cadre institutionnel continental. Il s’agit d’un « congrès itinérant » qui a consisté en six conférences préparatoires ou précongrès régionaux qui ont eu lieu dans six régions d’Afrique y compris

Afrique de l’Est, Afrique de l’Ouest, Afrique centrale et la région Diaspora.

L’objectif du président du Conseil du Togo, porteur de cette vision, est « Un panafricanisme des peuples » à travers l’implication plus forte de la diaspora et des communautés afrodescendantes car il est constant que les personnes d’ascendance africaine et de la diaspora jouent un rôle capital dans l’émancipation du continent, en soutenant les programmes de développement en Afrique à travers de multiples initiatives, des plaidoyers efficaces au sein des organes législatifs et exécutifs de leurs pays d’accueil, des sociétés civiles, des ONG, des milieux universitaires, etc...

Le Congrès panafricain de Lomé est d’abord un espace privilégié pour les Africains vivant sur le continent et hors du

À travers cette édition du Congrès, les pays africains devront réfléchir sur comment inventer une forme d’association humaine, une organisation politique et de nouvelles visions afin de définir ce qu’ils veulent et peuvent pour eux-mêmes et par eux-mêmes aux côtés d’autres acteurs majeurs de l’économie mondiale et de la scène politique internationale.

Le Congrès panafricain de Lomé permettra aussi d’examiner la vision et les moyens par lesquels le développement du continent peut tirer les meilleurs bénéfices de la capitalisation des compétences, des expertises, du leadership de la diaspora et des Afrodescendants, véritable réservoir de potentialités à transformer en puissants leviers de développement pour le continent.

Edem Dadzie

Guinée-Bissau

Faure Gnassingbé, un médiateur chevronné mandaté par la Cédéao

À quelques heures des résultats provisoires de la présidentielle, la Guinée-Bissau a été secouée par un coup d'État, le 26 novembre 2025. Face à cette instabilité, la Cédéao place sa confiance en un médiateur expérimenté : Faure Gnassingbé.

» qui marque son histoire depuis des décennies. À la veille de la publication des résultats provisoires de la présidentielle de dimanche, un groupe d'officiers a annoncé avoir

Man a été désigné pour diriger la transition d'un an.

Le scrutin opposait Embaló à Fernando Dias, figure montante du pays.

« tension et méfiance autour du processus électoral ». L'Union africaine et la Cédéao ont rapidement condamné le putsch, exigeant la libération immédiate de Sissoco Embaló et des responsables électoraux arrêtés. Selon les dernières informations, le président déchu se retrouve au Congo-Brazzaville. Pour désamorcer cette crise, la Cédéao a confié la médiation à Faure Gnassingbé, président du Conseil du Togo et médiateur chevronné. Fort de son expérience aboutissant à la libération des militaires ivoiriens arrêtés en juillet 2022 à Bamako pour "atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat malien", de Salem Bazoum, fils de l'ex-président nigérien en janvier 2024, le chef de l'Exécutif togolais a montré son savoir-faire. Actuellement engagé dans le conflit entre la RDC et le Rwanda, Faure

Gnassingbé apparaît comme le profil idéal pour tenter de stabiliser la Guinée-Bissau. Il sera accompagné de José Maria Neves, président du Cap-Vert, et de Bassirou Diomaye Faye, président du Sénégal. Petite nation côtière, la Guinée-Bissau enchaîne les crises depuis son indépendance en 1974, avec au moins 9 coups d'État ou tentatives en cinquante ans. Selon plusieurs analystes, ce nouvel épisode ne devrait pas fondamentalement changer la donne : les enjeux liés au narcotrafic resteront déterminants dans la vie politique du pays. Dans ce contexte, l'expérience et la diplomatie de Faure Gnassingbé sont mises à rude épreuve, mais elles représentent l'espoir d'un retour à la stabilité dans un pays habitué à l'instabilité.

Togo Matin



Faure Gnassingbé

La Guinée-Bissau a replongé mercredi « dans l'instabilité politique

« renversé le président Umaro Sissoco Embaló ». Le général Horta Nta Na

Lesdeuxcandidatsavaient revendiqué la victoire dès le premier tour, créant

Budget/Inflation

« Le gouvernail est bien tenu », selon Mawussi Djossou Sémondji

Il y a quelques jours, les députés togolais ont entamé l'examen en Commission du projet de loi des finances exercice 2026.

Dans la foulée du lancement officiel des travaux, le président de la Commission des finances et du développement économique de l'Assemblée nationale, Mawussi Djossou Semondji s'est confié à nos confrères du site web lanouvellerepublique.net, en exposant les enjeux du gouvernement que sont les secteurs sociaux et les infrastructures. Le député a mis en exergue les mécanismes de suivi et d'exécution de ce budget qui pour sa part, permettront de répondre aux besoins des populations, avec une attention particulière pour les plus vulnérables. Aussi, il n'a pas perdu de vue l'implication du Sénat qui est la seconde chambre du Parlement dans l'étude de ce projet de loi exercice 2026. « C'est un travail minutieux qui va être fait. Le premier signal que nous avons, c'est que le budget est adopté en Conseil des ministres avec



Mawussi Djossou Sémondji (Image trouvée en ligne le 30 novembre 2025)

une croissance de 14%. Comme son Excellence, monsieur le président de l'Assemblée nationale l'a dit, le Togo montre une ferme résilience malgré les chocs, parce que nous avons pu atteindre 3% du PIB pour le solde budgétaire cette année et nous attendons faire la même chose en 2026 », a-t-il expliqué. « C'est vraiment un signal

très important pour ce budget. Il a parlé aussi du taux d'inflation. Vous savez, après la Covid-19, on avait des taux d'inflation à deux chiffres autour de nous et ces taux d'inflation sont toujours à deux chiffres. Mais chez nous, nous avons pu maintenir le taux d'inflation au niveau de la norme communautaire de deux mois. C'est vraiment

des signaux très, très positifs qui montrent que le gouvernail est bien tenu », a indiqué Mawussi Djossou Sémondji. Il rappelle que plus de 48% du budget est consacré aux secteurs sociaux. Ces secteurs sociaux sont : l'éducation, la santé, notamment l'Assurance maladie universelle (Amu), l'accès à l'eau potable, les

infrastructures. « Vous savez que la caractéristique la plus importante de nos budgets ces dernières années, c'est l'inclusion », a relevé le président de la Commission des finances et du développement économique.

Pour le député, le travail que fait le président du Conseil est un travail de fond qui permet d'insuffler une certaine base solide à l'économie pour permettre de répondre aux besoins des populations, surtout les plus vulnérables. Pour sa part, l'Assemblée nationale a les prérogatives de suivre l'exécution du budget parce que la loi oblige le gouvernement à lui soumettre son exécution trimestrielle.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a les prérogatives d'aller sur le terrain pour suivre ce qu'elle a adopté. Et il ne faudrait pas oublier que désormais, le Sénat va intervenir dans l'étude et le suivi de l'exécution du budget.

La rédaction

FMI

Vers une meilleure prise en compte des besoins du secteur privé dans les réformes

La prise en compte des réalités du secteur privé par le FMI dans la mise en œuvre de ses programmes, est une nécessité. C'est la substance des doléances faites par la Chambre de commerce et d'industrie CCI-Togo à l'institution de Bretton Woods. Au cours d'une rencontre, la semaine écoulée à Lomé, les deux institutions ont esquissé une alliance plus fine, presque stratégique, où l'entreprise devient enfin l'interlocuteur central.

« Les préoccupations du secteur privé doivent être mieux intégrées » : c'est le message clair porté par José Syménouh, président de la CCI-Togo, lors de sa rencontre avec la représentante résidente du FMI, Racheeda Boukezia. Une phrase lourde

de sens, tant les décisions macroéconomiques du FMI façonnent chaque jour le terrain de jeu des entreprises. Face à la délégation du



Rencontre entre la CCI-Togo et le FMI

FMI, la CCI a déroulé ses initiatives : l'appui aux PME, la structuration des filières et

les programmes de formation. Cette rencontre vise donc à renforcer le dialogue entre les acteurs économiques et l'institution de Bretton Woods,

au moment où le Togo avance dans un vaste chantier de réformes. Car si le FMI ne

finance pas directement les entreprises privées, ses programmes redessinent l'environnement fiscal, budgétaire et réglementaire. Et c'est dans ces interstices que l'écosystème productif réclame d'être entendu. L'enjeu est d'améliorer l'accès au financement, relever la compétitivité et stimuler la création d'emplois. Autant de priorités que les réformes actuelles peuvent soutenir ou freiner, si le dialogue manque. D'où la volonté commune de poursuivre les échanges pour affiner les projets de la CCI et identifier ensemble les leviers de croissance. Depuis mars 2024, le Togo bénéficie d'un programme

de 42 mois dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (FEC), doté de 293,6 millions de Droits de tirage spéciaux (DTS), environ 400 millions de dollars. Un dispositif destiné à restaurer les équilibres budgétaires, renforcer la résilience et soutenir une croissance inclusive.

Pour le FMI, cette rencontre illustre sa volonté d'une approche plus ancrée dans le réel, davantage connectée aux besoins de ceux qui produisent, investissent et innovent. Un pas de plus vers des réformes façonnées avec, et non plus seulement pour le secteur privé togolais.

Edy Alley

Ciment dans les Savanes

L'État resserre l'étau pour contenir la flambée des prix

Dans les Savanes, les autorités entendent stopper net les envolées du prix du ciment observées à l'approche de la saison sèche. Réunis le mercredi 26 novembre 2025, les distributeurs ont reçu un message ferme : le tarif officiel reste fixé à 81 000 F CFA la tonne, alors que des ventes à 100 000 F CFA ont été récemment signalées. Une situation jugée inacceptable.

Cette initiative intervient dans une période traditionnellement sensible. De novembre à avril, les approvisionnements se tendent, les camions tardent et les spéculations ont libre cours. Les acteurs du secteur évoquent des « difficultés logistiques » et des coûts supplémentaires liés au transport. Mais pour le gouverneur, Atcha-Dédji Affoh, ces motifs ne sauraient justifier les dérives tarifaires. Il a rappelé avec fermeté que « tout dépassement expose les contrevenants aux sanctions prévues ». Cette mise au point urgente vise à mettre fin à une dérive qui menace de fragiliser les chantiers et le pouvoir d'achat des ménages. L'administration a ainsi décidé de renforcer les contrôles dans les préfectures les plus exposées. L'objectif est de décourager les pratiques abusives, rétablir un climat de confiance et protéger les consommateurs, déjà confrontés à des hausses répétées sur les matériaux de construction. Aux côtés du gouverneur,

le préfet de Tône, Ouro Gouroungou Horoumila, a ajouté sa voix à l'appel à la rigueur. Selon lui, les rumeurs de pénurie ne doivent plus servir d'alibi aux hausses intempestives. Les discussions devront se poursuivre afin d'identifier les causes structurelles qui alimentent, année après année, ces flambées saisonnières. La direction régionale du commerce a déjà enregistré 55 plaintes, dont plusieurs émanent d'entreprises de BTP contraintes de revoir leurs coûts en pleine montée d'activité. Un signal d'alerte que les autorités prennent au sérieux. En attendant des solutions durables, le gouverneur invite les acheteurs à se protéger. Chaque transaction doit être accompagnée d'un reçu, outil indispensable pour les contrôles. Une manière, selon lui, de faciliter les vérifications et de responsabiliser l'ensemble des acteurs. Dans une région où le ciment conditionne l'élan de nombreux projets, l'État veut montrer qu'il veille.

E. A

Cartes prépayées ou adossées à un compte

Comprendre la différence dans un marché de 8 millions d'utilisateurs

Dans l'écosystème sub Sahara où le cash domine les transactions, ces dernières années, la monétique commence par gagner du terrain. Dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), deux types de cartes coexistent : les cartes bancaires adossées à un compte, et les cartes prépayées; chacune incarnant une vision différente de l'accès aux services financiers.

Selon le rapport 2023 de la Bceao, l'Union compte 8 004 173 cartes bancaires en circulation. Parmi elles, 79,2 % sont adossées à un compte bancaire, tandis que 20,8 % sont des cartes prépayées. Par ailleurs, 96,7 % de ces cartes respectent les normes de sécurité internationales (PCI-DSS) et disposent d'une puce EMV intégrée.

Cartes bancaires, le pont vers le système bancaire traditionnel

Les cartes adossées à un compte représentent l'option "classique" pour les usagers bancarisés. À chaque retrait au guichet automatique (GAB), paiement par terminal (TPE) ou achat en ligne, les fonds sont prélevés directement sur le compte courant ou d'épargne. Ce modèle combine l'accès aux services bancaires classiques, notamment gestion de compte, retraits et paiements, avec la modernité des paiements électroniques. Dans l'Uemoa, c'est la majorité des cartes : plus de 6,3 millions d'unités sont concernées

en 2023. Pour un utilisateur, cette carte offre confort, traçabilité et souplesse : possibilité de retirer des montants élevés, de suivre un historique, de gérer l'épargne ou les dépenses courantes. Cartes prépayées, un "portemonnaie électronique" accessible

À l'opposé, les cartes prépayées s'adressent en priorité aux personnes non bancarisées, à ceux qui ne souhaitent pas ouvrir un compte, ou simplement à ceux qui recherchent un instrument de paiement souple et sans engagement bancaire. Avec une carte prépayée, l'utilisateur "charge" une somme en espèces, via mobile money, ou par un autre moyen et dépense uniquement ce montant.

Dans l'Uemoa, en 2023, environ 1,67 millions de cartes sont prépayées, soit la part "20,8 %" citée plus haut. Les cartes prépayées se présentent comme un outil d'inclusion financière : elles permettent d'accéder aux paiements électroniques même sans compte bancaire, et de participer à l'économie monétique moderne.

Pourquoi cette distinction est-elle cruciale ?

La différence entre ces deux cartes n'est pas qu'une question technique : elle traduit un choix de société

et un enjeu d'inclusion. Pour les personnes bancarisées, la carte adossée assure confort, flexibilité et services complets. Pour les populations exclues du système bancaire, la carte prépayée représente une porte d'entrée vers la monétique, sans formalités, sans compte, mais avec la puissance d'un instrument de paiement moderne.

Côté institutionnel, la Bceao et le GIM-Uemoa mesurent un développement solide des infrastructures : le nombre de Guichets automatiques bancaires (GAB) s'élève à 4 214 à fin 2023, tandis que les Terminaux de paiement électronique (TPE) sont au nombre de 15 259, en forte hausse.

Dans l'Uemoa d'aujourd'hui, la carte bancaire adossée à un compte et la carte prépayée sont les deux visages d'une même ambition : moderniser les moyens de paiement tout en élargissant l'accès aux services financiers. L'existence de ces deux instruments montre que la transition monétique ne concerne pas seulement les clients des banques, mais aussi ceux qui, jusqu'alors, vivaient en marge. Un pas important vers l'inclusion, la sécurité et l'émergence d'une économie de paiements plus digitale et moins dépendante du cash.

Edy Alley

Port et aéroport

Les deux secteurs qui positionnent le Togo comme hub logistique

Principaux atouts dans la stratégie du Togo de devenir un hub logistique de la sous-région ouest-africaine, le Port autonome de Lomé (PAL) et l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) deviennent de plus en plus incontournables. Considérés comme les piliers de l'économie maritime et du transport aérien au Togo, leur contribution au développement du pays ne cesse de croître. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur la contribution des deux secteurs, les réformes pour accroître leur compétitivité et leurs impacts sur le positionnement du pays comme un hub logistique de référence dans la sous-région.

Depuis pratiquement deux décennies, le Togo a fait le choix de la connectivité comme arme de développement. En misant sur la performance de ses infrastructures portuaires et aéroportuaires, il s'est imposé comme un maillon logistique

la sous-région. Les deux espaces incarnent les poumons économiques dont la vitalité alimente la croissance nationale et rayonne bien au-delà des frontières togolaises. Il n'échappe à personne que le port de Lomé est le seul en eau profonde de la sous-région capable d'accueillir des navires de troisième génération. Sur cet avantage naturel, il capitalise pour se hisser au rang des plateformes portuaires les plus performantes.

Trafic global du port

Au cours de l'année 2024, le trafic global au port s'est établi à 30,6 millions de tonnes, soit en hausse de 1,85 % par rapport à l'année précédente où c'était de 30,08 millions, et plus loin à 25,9 millions de tonnes en 2020. Par exemple, le trafic conteneurisé a progressé de 5,19 %, atteignant 2 millions d'équivalents vingt pieds (EVP), contre 1,9 million l'année

plusieurs pays enclavés, notamment le Niger, le Burkina Faso et le Mali, grâce à une fluidité

et promotion des énergies renouvelables dans les opérations portuaires. Le port autonome s'érige

le gouvernement s'emploie à mobiliser des investissements dans le secteur. Ainsi,



Entreposage des conteneurs au Port autonome de Lomé

logistique exemplaire et à une connectivité terrestre sans cesse améliorée.

Outre la performance économique, le port s'illustre aussi par son engagement en faveur d'une croissance durable. Via des programmes

aussi comme un pionnier dans la digitalisation des formalités portuaires à travers le guichet unique, qui simplifie les procédures et réduit considérablement les délais de dédouanement. Ce dispositif, salué par les opérateurs économiques, contribue à renforcer la transparence et à attirer les investisseurs.

Ces réformes qui propulsent le PAL

L'engagement sans faille du gouvernement de promouvoir le développement de l'économie maritime se traduit ces dernières décennies par plusieurs réformes dans le secteur portuaire avec des répercussions directes sur le développement du pays. Que ce soit au niveau du transport maritime, du tourisme côtier, de la pêche ou du renforcement de la sécurité au port, tous les leviers sont actionnés pour accroître la contribution au développement. Prenant appui sur les atouts du Port autonome de Lomé, l'un des ports en eau profonde du continent,

ces investissements se concentrent sur des projets de modernisation, d'extension et de création d'infrastructures stratégiques pour en faire un hub logistique. Dans les détails, ils incluent l'extension et la modernisation des terminaux existants comme Lomé Container Terminal (LCT), le développement de hubs logistiques terrestres comme les ports secs et les zones industrielles, la modernisation du quai minéralier, et le développement d'infrastructures de soutien comme des liaisons ferroviaires. Dans l'atteinte de son objectif, le Togo compte également sur des investisseurs privés à l'instar du Mediterranean Shipping Company (MSC), dont les engagements au port de Lomé sont estimés à 328 milliards de FCFA, soit 500 millions d'euros. Ce plan d'investissement global inclut une première tranche de 30 millions d'euros en 2022 pour des équipements et extensions. L'objectif est de porter la capacité de traitement du port à 4



Vue partielle de l'infrastructure aéroportuaire Gnassingbé Eyadema

essentiel de l'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, le Port autonome de Lomé et l'aéroport international Gnassingbé-Eyadema sont en pole position dans

précédente. 1 525 navires ont accosté à Lomé la même année, contre 1 554 l'année précédente. Le port sert de porte d'entrée et de sortie pour

initiés, l'empreinte écologique des activités maritimes est réduite : gestion optimisée des déchets, contrôle renforcé des émissions polluantes

millions d'EVP (équivalent vingt pieds) à terme et de doubler la capacité sur les 10 prochaines années.

En amont de ces investissements, un accent est mis sur le renforcement de la sécurité de l'espace maritime du pays. C'est dans cette logique que le pays s'est doté d'une unité togolaise de garde-côtes pour la surveillance et l'action de l'État en mer. Dans la même logique, le pays déploie des patrouilles maritimes permanentes et renforce ses capacités de recherche et de sauvetage.

Aujourd'hui, grâce au port de Lomé, la contribution de l'économie maritime au développement du pays ne cesse de prendre de l'ampleur. S'il gère lui seul plus de 90 % des échanges commerciaux du pays, le port de Lomé est aussi devenu une plaque tournante logistique pour l'Afrique de l'Ouest. Il dessert des pays de la sous-région comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Les projets de modernisation, combinés aux investissements dans le secteur portuaire, font aujourd'hui du Port autonome de Lomé, principale vitrine de l'économie maritime togolaise, l'un des plus modernes au monde. En témoigne le classement de la revue Lloyd's List qui classe le port de Lomé 93^e mondial et 5^e au niveau continental en 2024.

Ayant intégré ce classement en 2021, le pays ne cesse de voir son port grimper dans le classement. De la 94^e place mondiale en 2023, il est passé à la 93^e en 2024.

L'aéroport, l'autre secteur qui attire

Sur la plateforme aéroportuaire Gnassingbé Eyadema, 1,5 million de passagers ont été accueillis en 2024, consacrant une croissance de 6 % par rapport à 2023.

Le nombre de destinations desservies est de 39, celui des compagnies aériennes régulières est de 11 et le nombre de mouvements d'aéronefs est d'environ 16 915.

L'objectif affiché est d'augmenter davantage la capacité d'accueil de l'aéroport, afin de faire passer le volume annuel de passagers à 2 millions d'ici quelques années.

La plateforme aéroportuaire devient ainsi un hub aérien de référence. Les investissements effectués en sont pour quelque chose, permettant la modernisation de l'aérogare, l'extension des terminaux passagers, la mise à niveau des équipements de navigation aérienne...

En effet, l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, vitrine du transport aérien togolais, fait l'objet d'une attention particulière des autorités togolaises. Un projet de modernisation de cette infrastructure est dès lors initié en 2012, pour le doter d'une infrastructure moderne.

La première démarche fut un prêt chinois de 150 millions de dollars pour que l'aéroport international Gnassingbé-Eyadema dispose d'une nouvelle aérogare moderne de 21 000 m² avec des passerelles télescopiques pouvant traiter jusqu'à 2 millions de passagers avec séparation nette de flux.

Ce projet prend également en compte la construction d'un nouveau parking pour des avions modernes et une galerie avec un hôtel de 96 chambres et 5 suites. Grâce au prêt consenti par la China Eximbank à taux d'intérêt préférentiel, le Togo a vu le traitement de son fret augmenter de façon exponentielle.

Si à la première moitié de 2023, l'on notait une hausse de 1,2 % du fret aérien par rapport à la même période de 2022, cette évolution s'est plus accentuée en 2025, avec une hausse de 11,5 % du fret au cours du premier trimestre de l'année. Ces chiffres qui témoignent d'une dynamique positive pour le fret à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé viennent appuyer la stratégie des autorités togolaises visant à renforcer l'aéroport comme plaque tournante régionale.

Ce faisant, l'aéroport de Lomé a vu sa capacité

de traitement du fret augmenter de 12 000 tonnes en 2016 à une capacité actuelle de 50 000

civile togolaise pour son professionnalisme et son engagement dans le domaine de la sécurité

plateforme aéroportuaire la plus connectée de l'Uemoa, renforçant sa position de hub de transit



Visite des autorités sur les chantiers de l'aéroport de Lomé



Infrastructure moderne au port de Lomé

tonnes, avec des projets d'extension en cours pour accompagner la croissance du trafic aérien et le positionnement de l'aéroport comme hub logistique régional.

Grâce aux atouts, aux investissements et aux réformes, l'aéroport international Gnassingbé-Eyadema ne cesse de positionner le Togo comme un hub logistique de la sous-région, en témoignent les nombreuses distinctions, dont la dernière en date est celle décernée le 23 septembre 2025 par le Conseil de l'OACI. Cette distinction vient confirmer l'excellence en sûreté aéronautique de l'aviation civile du pays et placer le Togo parmi les meilleurs en Afrique et dans le monde.

Auparavant, notamment en 2018, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (Asecna) avait déjà décerné la médaille de l'aérodrome à l'Aviation

aéroportuaire.

Quant à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, vitrine du transport aérien togolais, il est classé au nombre des meilleurs de l'espace Uemoa en termes de trafic passager et de connectivité.

Tenant à la sûreté et à la sécurité, l'aéroport de Lomé est considéré comme un leader dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF) en matière de conformité aux normes de sûreté de l'aviation civile internationale, avec un taux de conformité de 82,56 % enregistré en 2024.

En 2020, il a été classé deuxième meilleur trafic de passagers de l'Uemoa par l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), concrétisant la position de Lomé comme hub logistique sous-régional. Toujours la même année, il est classé deuxième

dans la sous-région.

Aéroport pilote dans la mise en œuvre du programme Excellence de Sécurité d'Aéroport (Apex), Lomé n'a de cesse de démontrer son engagement pour des normes de sécurité élevées. Des engagements qui font de son secteur une référence dans la sous-région ouest-africaine.

Aujourd'hui, grâce aux réformes et investissements dans les secteurs portuaire et aéroportuaire, le Togo trace lentement mais sûrement les voies d'un développement économique solide tourné vers l'avenir. Ensemble, le port et l'aéroport forment un duo stratégique au service du développement. Ils symbolisent un pays en mouvement, maître de son destin logistique et fier de sa place sur la carte africaine du développement.

Caleb Akponou

Guinée-Bissau/Coup d'Etat

Coup d'État ou un subterfuge politique ? Les faux-semblants d'un pouvoir qui se recycle

En Guinée-Bissau, le dernier coup d'État en date soulève bien plus de questions qu'il n'apporte de réponses. En réalité, il révèle un malaise profond : celui d'élites politiques qui, sous couvert de rupture, réinventent les mécanismes de continuité du pouvoir. L'Union africaine a suspendu le pays, la Cedeao a suivi, les condamnations internationales pleuvent. Mais au-delà des communiqués, une interrogation s'impose : sommes-nous face à un putsch militaire, ou à la mise en scène politique d'un président en difficulté cherchant à se maintenir par d'autres voies ?

Selon plusieurs sources locales, il ne s'agirait nullement d'un renversement spontané. Tout indique plutôt un simulacre orchestré dans les coulisses par le président déchu Umaro Sissoco Embaló, épaulé par certains généraux influents, alors que sa défaite à la présidentielle semblait imminente. En d'autres termes, une stratégie calibrée pour interrompre le processus électoral avant l'annonce des résultats, tout en donnant l'illusion d'une prise de pouvoir militaire indépendante.

Un coup de force qui reconduit les mêmes acteurs. Les faits qui ont suivi le

renversement donnent un éclairage troublant. Le général Horta N'Tam, jusque-là chef d'état-major de l'armée de terre, a été propulsé à la tête de la transition. Plus surprenant encore : la nomination d'Ildio Vieira Té au poste de Premier ministre et



Umballo Sissoko

ministre des Finances. Ce dernier n'est pas un technocrate neutre ni une figure de compromis ; il fut le dernier ministre des Finances du président Embaló... mais surtout son directeur de campagne pendant la présidentielle dont les résultats étaient attendus.

Comment comprendre qu'un putsch censé corriger les dérives d'un régime

reconduise à un poste clé l'un des piliers de l'appareil politique évincé ? Pour beaucoup d'observateurs, cette nomination est un aveu : le coup d'État ne viserait pas à instaurer une nouvelle gouvernance, mais à verrouiller le

système existant. Une manœuvre destinée à interrompre un processus électoral potentiellement défavorable, tout en préservant l'influence réelle du président sortant et de ses alliés militaires.

Une rupture en trompe-l'œil dans un pays habitué aux convulsions politiques. La Guinée-Bissau n'en est pas à son premier putsch : quatre coups d'État réussis

et de multiples tentatives depuis l'indépendance en 1974. Les crises y sont cycliques, souvent nourries par la pauvreté, l'instabilité institutionnelle et l'emprise des réseaux de narcotrafic qui prospèrent sur ces fragilités. Mais le schéma observé cette fois-ci introduit une nuance inquiétante : on ne semble plus avoir affaire à un affrontement entre civils et militaires, mais à un pacte tacite entre une classe politique affaiblie et une élite militaire omniprésente.

Le président Embaló, exfiltré au Sénégal après son arrestation, a lui-même alimenté le flou autour de l'affaire. Les putschistes n'ont pas dénoncé son régime avec virulence, comme cela se produit souvent dans les crises de ce type. Ils n'ont pas non plus présenté de projet politique radicalement différent. Au contraire, ils se sont empressés de promouvoir des figures déjà liées à l'ancien pouvoir.

Quand le discours souverainiste est détourné. Depuis 2020, les coups d'État au Niger, au Mali et

au Burkina Faso ont été accompagnés de narratifs souverainistes puissants : volonté d'émancipation, rupture avec les influences extérieures, restauration de la dignité nationale. Mais la situation en Guinée-Bissau semble appartenir à une autre catégorie : celle des putschs instrumentalisés non pas pour libérer, mais pour prolonger. Le discours militaire, ici, ne sert pas une idéologie nouvelle ; il sert une stratégie de préservation.

Cette évolution soulève une interrogation lourde : les élites africaines auraient-elles trouvé dans le coup d'État un nouvel outil de contournement démocratique, une voie détournée pour rester aux commandes lorsque les urnes s'apprêtent à les sanctionner ?

Dans cette hypothèse, le putsch ne serait plus un acte de rupture, mais une technique politique ; non plus une résistance à l'ordre établi, mais un moyen d'en prolonger les privilèges en s'affranchissant des contraintes électorales.

Alexandre Wémima

Madagascar/Transition

Paris propose de soutenir la transition menée par Michaël Randrianirina

Dans un contexte politique encore fragile à Madagascar, marqué par le coup d'État du 12 octobre et l'arrivée au pouvoir du colonel Michaël Randrianirina, la France a assuré vouloir accompagner l'île dans son processus de transition. Samedi 29 novembre, Emmanuel Macron s'est entretenu pour la première fois par téléphone avec le nouveau président malgache de la « refondation de la République », affirmant la disponibilité de Paris à soutenir les réformes engagées.

Selon un communiqué publié par l'Élysée, le chef de l'État français a encouragé son interlocuteur à intégrer « des représentants de la jeunesse et de la société civile » dans la conduite du processus transitionnel. Une recommandation en écho aux mobilisations qui ont secoué le pays depuis fin septembre, animées en grande partie par les jeunes du mouvement Gen Z Madagascar, dont

l'engagement a joué un rôle déterminant dans la contestation.

Au-delà du signal politique, Emmanuel Macron a annoncé une série de mesures concrètes visant à accompagner Madagascar dans la période délicate qui s'ouvre. Paris s'engage notamment à déployer de nouveaux financements destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire dans le sud du pays, région régulièrement frappée par des épisodes sévères de sécheresse. Une aide budgétaire additionnelle sera également versée, précise le communiqué, et la France mettra à disposition des médecins à Antananarivo, tout en soutenant plusieurs projets d'aménagement urbain dans la capitale.

Les deux dirigeants ont par ailleurs insisté sur « l'importance de la relation bilatérale », tandis que le président français s'est



Emmanuel Macron

félicité de l'annonce d'un « processus de concertation nationale », de réformes attendues. En réaffirmant son soutien à la transition malgache, Paris tente de maintenir un équilibre délicat : accompagner un pays

en crise sans nourrir le sentiment anti-français, qui s'est accentué après l'exfiltration d'Andry Rajoelina. Le gouvernement

français s'efforce ainsi de présenter son appui comme une réponse directe aux demandes exprimées par les Malgaches eux-mêmes, notamment les jeunes mobilisés. Reste désormais à savoir comment le président

Randrianirina traduira ces engagements en actes, et si les réformes annoncées permettront de restaurer la confiance dans un pays où les ruptures politiques brutales se sont souvent substituées aux transitions démocratiques.

Michaël Randrianirina a été investi président le 17 octobre, quelques jours après que son unité militaire a pris le contrôle des institutions poussant l'ancien chef de l'État, Andry Rajoelina, à quitter le pays. Ce dernier avait été exfiltré par la France, un geste qui a ravivé un ressentiment latent envers l'ancienne puissance coloniale, alimenté par la perception d'une ingérence dans les affaires internes malgaches.

T.M.



**Communiqué de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
relatif à la troisième réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire**

La Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) organise la dernière réunion ordinaire de son Comité de Politique Monétaire au titre de l’année 2025, le mercredi 3 décembre 2025 à son Siège, à Dakar.

A l’issue de la rencontre, les principales décisions sur les taux directeurs et le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques seront annoncées au public.

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar – Sénégal

Tél.: (221) 33 839 05 00 / Fax : (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.int - www.bceao.int



-20%

**sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
prorogé jusqu'au
20 décembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

 **8201** **POUR TOUTES
INFORMATIONS**



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Basketball féminin

Le Togo pose les bases d’une relance

Confronté à des défis comme le manque de financement, d’infrastructures et les inégalités liées au genre qui entravent le développement des joueuses et des équipes, le Togo pose les bases de la relance du basket féminin. Pour ce faire, le pays ne cesse de multiplier ces dernières années les initiatives pour relever le défi. Dans cette logique s’inscrit la participation de l’équipe nationale féminine de handball au Tournoi international amical de la Marche verte à Rabat au Maroc du 1^{er} au 7 novembre 2025.

Organisée par la Fédération royale marocaine de handball, cette compétition s’inscrivait dans le cadre de la célébration du 50^e anniversaire de la Marche verte. En participant à cette compétition, il était question pour le Togo de confronter ses joueurs au haut niveau, notamment contre des pays comme le Maroc, le Bénin, le Mali et les États-Unis. Un plateau de haut niveau, qui a permis à l’équipe togolaise d’affiner ses tactiques et de revenir avec plus d’expérience. Au terme de ce tournoi, l’équipe togolaise conduite par le sélectionneur Kibiribe Kolani et le directeur technique Pindra Moustapha a fini sur trois (3) défaites respectivement contre le Mali, le Maroc et les États-Unis et une

victoire contre le Mali. Ces scores, si peu reluisants soient-ils, n’ont cependant pas découragé les encadrateurs, qui y trouvent, à travers ce tournoi international amical, une belle opportunité pour poser les bases de la relance du basket féminin, confronté à nombre de défis.

Quid des défis du basket féminin togolais ?

Les défis du basketball féminin au Togo sont relatifs au manque de financement, d’infrastructures adéquates et aux inégalités liées au genre. Ces problèmes ont pour conséquence la fuite des talents, limitant la participation des équipes togolaises aux compétitions internationales. D’un côté, l’insuffisance de financement constitue un obstacle majeur qui limite la capacité des clubs et de la fédération à investir dans les joueuses, les infrastructures et les programmes de développement. De l’autre, l’absence de terrain bien entretenu et d’équipements de qualité pour permettre aux joueuses de s’entraîner correctement empêche pour sa part l’éclosion de talents. Au-delà, l’attention

médiatique souvent faible pour le sport féminin rend difficile l’attraction de sponsors et de soutiens financiers, perpétuant dans la foulée le manque de ressources.



Photo illustrative d’une joueuse de basket en action

Relever les défis

Bien que les défis ne soient de taille pour relever le basketball féminin, les initiatives ne manquent pas au niveau national. Au nombre des initiatives, le projet « Her World Her Rules ». Lancé par la Fédération nationale de basketball du Togo (FNB-Togo) en collaboration avec la FIBA, il vise à promouvoir le basket et le leadership féminin.

Dans l’ensemble, ce projet a permis un soutien concret au basket féminin togolais en élargissant sa base de pratique, en suscitant l’intérêt et la motivation des jeunes filles et en créant

basketball, surtout féminin, la fédération s’est également engagée dans la reconstruction des infrastructures. Des programmes de sensibilisation sont aussi

une pépinière de joueuses. Il a également contribué à la sensibilisation à l’égalité des genres et au renforcement de l’écosystème du basket féminin grâce à l’appui de la FIBA. Plus de 200 filles ont été enrôlées sur toute l’étendue du territoire national, venant ainsi renforcer l’équipe féminine togolaise.

Pour redynamiser le

organisés pour éduquer les jeunes filles sur leurs droits, l’égalité des genres et l’importance d’avoir un dossier administratif pour pouvoir continuer à évoluer dans le sport.

Notons que le basketball est un sport qui se joue entre deux équipes de cinq (5) joueurs qui doivent se lancer un ballon dans le panier du camp adverse.

Caleb Akponou

CAN Maroc 2025

Le Togo s’affirme par l’arbitrage

Bien qu’éliminé pour la Coupe d’Afrique des nations (CAN 2025), le Togo sera représenté du 20 décembre au 14 janvier 2026 au Maroc par le sifflet. Le jeune arbitre togolais Ahonto Koffi Jonathan a été retenu pour officier durant cette compétition continentale.

Retenu par la Confédération africaine de football (CAF), l’arbitre togolais est présent sur la liste dévoilée par l’instance de football africain la semaine passée.

Sélectionné parmi les arbitres assistants, M. Ahonto est appelé à faire valoir, au cours de la CAN, le savoir-faire togolais en matière d’arbitrage de haut niveau. Enquête de visibilité depuis quelques années sur l’échiquier international, l’arbitrage togolais trouve, par la sélection d’Ahonto Koffi Jonathan, un canal pour asseoir sa notoriété. Au-delà, sa nomination constitue une source

de motivation pour les arbitres locaux qui aspirent à atteindre le haut niveau.

Pour des analystes sportifs, cette sélection se veut avant tout la reconnaissance pour ce jeune arbitre togolais, qui a su se distinguer par son professionnalisme, sa rigueur et sa constance sur les pelouses togolaises et africaines.

Qui est Ahonto Koffi Jonathan ?

Arbitre togolais, M. Ahonto a commencé sa carrière dans les championnats nationaux togolais. En 2023, il a été sélectionné pour officier lors de la CAN des moins de 20 ans organisée en Égypte. Là, il a eu à diriger le match d’ouverture entre l’Égypte et le Mozambique en tant qu’arbitre assistant. La même année, il a fait

partie de l’équipe arbitrale désignée pour la finale de la CAN des moins de 23 ans disputée au Maroc avant d’être par la suite



L’arbitre togolais Ahonto Koffi Jonathan

retenu pour la CAN 2024 en Côte d’Ivoire. Sa nouvelle nomination pour officier à la CAN Maroc 2025 qui se tient du 20 décembre 2025 au 14 janvier 2026 vient donc confirmer sa constance à représenter le

sifflet togolais au plus haut niveau.

Quel est le rôle d’un arbitre ?

Avec mission sur le terrain de jeu de faire respecter les règles de jeu, l’arbitre de football a pour rôle d’assurer l’équité et la sécurité des joueurs, et de gérer le déroulement du match.

Selon les dispositions de la Fédération internationale de football association (FIFA), il est le garant de l’intégrité de la compétition.

À ce titre, il prend des décisions impartiales, en distribuant des sanctions (cartons, pénalités) et en contrôlant le temps de jeu en collaborant avec les autres officiels.

Caleb Akponou

20e FIL

Yas Togo promet une expérience numérique exceptionnelle

La 20^e édition de la Foire internationale de Lomé (FIL) a été officiellement ouverte vendredi 28 novembre 2025 au Centre togolais des expositions et foires (Cetef Togo 2000). Avec comme sponsor le leader de la téléphonie mobile Yas Togo, l'événement se tient jusqu'au 14 décembre 2025, avec au programme plusieurs activités économiques.

Placée sous le thème : « 40 ans d'histoire, 20 éditions : un regard sur le passé, un cap sur l'avenir », la 20^e FIL a été officiellement ouverte par Kossi Ténou, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, chargé du commerce et du contrôle de qualité. Pour Pierre-Antoine Legagneur, directeur général de Yas Togo, sponsor de l'événement, cette 20^e édition est l'occasion renouvelée pour Yas Togo d'être au plus près des clients, en particulier les entreprises exposantes et les visiteurs. « Nous sommes fiers de mettre à disposition toute l'expertise de Yas Togo durant cette période pour garantir à tous les visiteurs et exposants une expérience numérique exceptionnelle. Ce sera aussi l'occasion, à travers nos solutions Yas Business, de présenter

nos dernières innovations technologiques qui améliorent la compétitivité des entreprises et créent des opportunités pour les



jeunes entrepreneurs », a mentionné le directeur général de Yas Togo avant d'ajouter : « Nous croyons fermement que la dynamique de notre jeunesse constitue la clé d'une croissance durable et inclusive. »

Des innovations

Selon Dr Alexandre de Souza, directeur général du Cetef Togo 2000, la foire internationale de Lomé n'est pas seulement un lieu d'exposition. C'est un carrefour où naissent des contrats, des idées, des alliances et des ambitions. Et cette année, il est particulièrement question d'aller plus loin dans l'expérience, dans le service et dans l'innovation.

En termes d'innovations, l'on note la digitalisation complète via e-fil pour réserver, payer et gérer les badges. L'extension des

parkings et l'amélioration de la circulation donnent également une touche particulière à cette édition. Pour les rencontres d'affaires, quatre (4) sont prévues au lieu de deux (2) habituellement. Le concert Black Friday prévu pour le 5 décembre, le Blue Night le 12 décembre, l'aménagement d'un bureau qualité et la mise en place d'un numéro vert 8992 pour la vigilance, l'alerte et la sécurité viennent compléter le lot d'innovations de cette année.

Qu'en est-il du thème de l'année ?

Pour Kossi Ténou, ministre délégué auprès du ministère de l'Économie

et de la Veille stratégique, chargé du commerce et du contrôle de qualité, le thème de cette année n'est pas fortuit. « 40 ans d'histoire, 20 éditions : un regard sur le passé, un cap sur l'avenir », appelle à tirer les leçons des éditions passées pour afficher une ambition claire à l'avenir. « À travers les éditions précédentes, la foire a su créer un pont entre les nations, les producteurs et les consommateurs, la tradition et la modernité. Elle a également



accompagné la mise en œuvre de la Feuille de route 2020-2025, notamment en matière d'industrialisation et de développement des chaînes de valeur locale et régionale », a-t-il mentionné. Pour ce faire, il invite donc les opérateurs économiques présents sur cette 20^e édition de la

FIL, à nouer de nouveaux partenariats et à explorer de nouveaux marchés en vue de promouvoir leurs produits et services. « Le gouvernement, pour sa part, continuera de créer des conditions favorables à votre activité sur le plan national, régional et international », a mentionné M. Ténou avant d'ajouter : « Chers partenaires et sponsors, le succès de la foire internationale de Lomé repose en grande partie sur votre fidélité et votre confiance. C'est

pourquoi je vous adresse les sincères remerciements du gouvernement pour votre appui constant, votre engagement et votre contribution à la pérennité de cet événement. » Notons que la Chine est le pays d'honneur de cette 20^e édition de la Foire internationale de Lomé. Caleb Akponou

Capture The Flag 2025

Les jeunes togolais se distinguent dans la cybersécurité

Face aux enjeux du numérique et aux vulnérabilités dont il est porteur, la cybersécurité devient un domaine qui nécessite des initiatives de formation. C'est dans ce sens que la finale de la compétition nationale « Capture The Flag 2025 » (CTF), organisée par l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy), s'est achevée, ce 29 novembre à Lomé. La compétition a été remportée par l'équipe Intruders.

Les 10 équipes finalistes, composées chacune de 4 membres, se sont affrontées dans une série de challenges exigeants. Les vainqueurs ont reçu un chèque de 2 millions de FCFA, tandis que les deuxième et troisième équipes ont obtenu respectivement 1,2 million et 800.000 FCFA. La seule participante féminine a reçu un prix d'encouragement de 100.000 FCFA. « Capture the Flag » ou CTF, consiste à résoudre des défis informatiques de plus

en plus complexes. Comme l'a expliqué le commandant Gbota Gwaliban, directeur général de l'ANCy : « C'est une compétition où on demande aux participants de capturer des drapeaux... Cela leur permet déjà



de comprendre le mode opératoire des cybercriminels. » Les participants apprennent ainsi à défendre des

systèmes d'information, à anticiper des attaques et à développer des compétences de hackers éthiques.

Pour l'ANCy, ces compétitions sont

stratégiques : « Nous voulons défendre notre cyberspace, défendre nos administrations et nos entreprises, il

nous faut avoir des ressources techniques très compétentes... », a ajouté Gbota Gwaliban. Les lauréats bénéficient également d'une formation certifiante, afin de consolider leur savoir-faire.

Les challenges couvrent diverses disciplines : attaques web, cryptographie, cybersécurité forensique. « Plus le challenge est compliqué, plus le point que l'on gagne est élevé. Cela valorise le vainqueur qui a résolu le plus grand nombre de challenges », a précisé Palakiyem Assih, directeur technique de Cyber Defense Africa. Il souligne aussi que les jeunes talents peuvent ensuite rejoindre des structures professionnelles et contribuer à un cyberspace togolais sécurisé.

Pour les étudiants, la victoire est le fruit d'un travail acharné. Sossawe Joseph, membre de l'équipe Intruders, confie : « C'est une compétition que j'ai préparée avec mes camarades depuis un an... et nous sommes fiers de sortir vainqueurs. » De son côté, Trinity-Wonder Bodjona, la seule voix féminine de la compétition affirme : « Ce prix me pousse à travailler davantage pour que l'année prochaine je revienne parmi les vainqueurs. »

Cette édition confirme l'émergence d'une nouvelle génération de cyber guerriers togolais, prête à représenter le pays sur la scène internationale et à défendre son cyberspace face aux menaces croissantes. Edy Alley



La solution de
vos paiements et transferts instantanés
au **Togo** et dans
toute l'**UEMOA** !

- 24h/24 et 7j/7 •
- Sécurité garantie •

Coris Bank International,
votre **partenaire de référence.**



BENIN



BURKINA FASO



COTE D'IVOIRE



GUINÉE BISSAU



MALI



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

